



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 8 septembre 2015

## **Discours de Manuel VALLS, Premier ministre, à la Synagogue Nazareth**

**Mardi 8 septembre 2015**

Monsieur le président de l'Assemblée nationale,  
Monsieur le ministre de l'Intérieur,  
Mesdames, messieurs les ministres,  
Madame l'ambassadrice,  
Mesdames, messieurs les parlementaires,  
Monsieur le maire du 3<sup>ème</sup> arrondissement,  
Mesdames, messieurs les élus,  
Monsieur le président du consistoire central,  
Monsieur le grand rabbin de France,  
Monsieur le grand rabbin de Paris,  
Messieurs les présidents des consistoires et messieurs les rabbins,  
Mesdames et messieurs,

Dans quelques jours, les Juifs de France et du monde entier entreront dans la nouvelle année. C'est un moment important, un temps de recueillement, de réconciliation avec soi. C'est aussi une grande fête de partage et de joie.

Aussi, à tous les Français juifs, je veux adresser au nom du gouvernement un chaleureux et républicain : « *Shana Tova* » ! Que l'année à venir soit plus encore – et nous en sentons tous le besoin, au-delà de nos convictions – marquée par la concorde et la solidarité. Qu'elle apporte également à notre pays cette force collective, qui elle seule peut assoir notre détermination et dissiper les peurs.

Car les peurs sont là. Comment les nier ? Comment ne pas les entendre ? Comment ne pas le comprendre ?

Les Juifs de France sont traversés par les doutes – et le mot est faible. Ils se demandent si ce pays, la France, qu'ils aiment plus que tout, le pays de leurs aïeux, est encore leur pays, s'il est encore celui qui verra grandir et s'épanouir leurs enfants. Cette interrogation est un

déchirement pour vous, pour nous, pour moi. Je veux y répondre une fois encore et de la manière la plus forte. Je sais, les mots ne suffisent pas, mais je le dis et je le redirai, car pour beaucoup d'entre nous, c'est le combat d'une vie : sans les Français juifs, la France perdrait une part essentielle d'elle-même !

Les Juifs de France, depuis des siècles et des siècles, ont contribué à faire de la France ce qu'elle est aujourd'hui. Le judaïsme est enraciné au plus profond de la terre, au plus profond de l'âme de notre pays et rien, personne – ayons cette conviction, partageons la –, jamais ne pourra l'y ôter.

C'est pour cela, vous avez eu raison de le rappeler, cher Joël MERGUI, que nos policiers, nos gendarmes, nos soldats, portant sur eux notre drapeau, sont déployés en nombre devant les écoles et les institutions juives, les synagogues. Ils protègent, ils font rempart. Avec force, ils affirment, en notre nom à tous, que s'en prendre aux Juifs de France, c'est s'en prendre à chacun d'entre nous. Et ils affirment que la France met tout en œuvre pour protéger ses enfants.

Avec vous, à mon tour, je veux saluer ces femmes, ces hommes en uniforme ou en civil qui sont engagés pour protéger les Juifs de France, pour protéger tous les Français et lutter partout sur le territoire contre la menace terroriste.

Oui, mes chers compatriotes, la République, le gouvernement, sont là à vos côtés. Nous ne pouvons tolérer aucune parole, aucun geste, aucun acte qui viendrait contester ce droit inaltérable qu'ont tous les citoyens de croire ou de ne pas croire ; qu'ont les Juifs, les Catholiques, les Musulmans, les Protestants, tous les fidèles, de croire et de pratiquer librement, sereinement. Car c'est cela, la laïcité. C'est cela qui fait la France, sa richesse, et c'est pour cela qu'elle continue de briller dans le monde et qu'elle reste une référence.

Aujourd'hui, le combat est à reprendre. La France doit avoir plus conscience de ce que l'on ne doit jamais oublier.

Car, soyons lucides, nous avons oublié.

Nous avons oublié qu'après DREYFUS, dont le combat, celui des grands Républicains, a façonné la France telle que nous l'aimons ; nous avons oublié qu'après les lois scélérates de Vichy, le Vel'd'Hiv', il fallait continuer de s'indigner et de combattre. Nous avons oublié qu'après les attentats de la rue Copernic, de la rue des Rosiers, qu'après Carpentras et Ilan HALIMI, il ne fallait jamais baisser la garde.

La France a fait comme si tout cela était derrière nous, comme si l'antisémitisme n'était qu'un mauvais souvenir, comme si l'on pouvait en rire dans des spectacles infâmes. Nous avons fait comme si l'antisémitisme ne nous concernait plus. Pire, comme s'il n'était que le seul problème des Juifs. Quelle erreur ! Quelle faute !

Et puis, il y a eu les crimes de Toulouse et de Montauban qui ont marqué les consciences. Mais pas encore suffisamment. Je l'ai dit à plusieurs reprises : nous n'étions pas assez nombreux, ce soir-là, place de la République. Et puis, il y a eu les cris dans Paris, notre capitale, les cris de « mort aux Juifs », et puis il y a eu Créteil, et puis il y a eu Vincennes. Cataclysme après cataclysme. Cette synagogue, comme toutes les synagogues de France, a alors, à nouveau, porté le deuil. Le plus lourd qui soit.

Monsieur le président du consistoire,

Messieurs les grands rabbins,

Cette synagogue Nazareth n'est pas une synagogue comme les autres. Elle est pour la communauté juive de Paris et de France un symbole. Depuis deux siècles, ici, au cœur du

vieux Paris, les Juifs peuvent exercer librement leur culte. Cette synagogue fut aussi, pendant quelques années, le lieu où officiait le grand rabbin de France, le siège d'un consistoire encore jeune. Cette synagogue si belle, c'est le symbole de la liberté et de l'émancipation. C'est un symbole de foi en l'avenir. C'est aussi le symbole de ce que nous partageons tous : des valeurs, un destin, une espérance. Et pour les Juifs de France, c'est un des symboles de ces liens indéfectibles qui les unissent à la République.

Ce sont ces liens, ces valeurs, ce destin commun, cette espérance que nous étions venus défendre ici même, un soir terrible de mars 2012, avec le Président de la République d'alors, Nicolas SARKOZY, et avec celui qui allait lui succéder, François HOLLANDE.

Trois ans plus tard, à deux pas d'ici, alors qu'on avait tué une nouvelle fois des Juifs parce qu'ils étaient Juifs, tué des policiers, symboles de l'ordre républicain, des journalistes et des dessinateurs, symbole de la liberté d'expression, nous étions dans la rue. Des millions, à Paris et dans toute la France.

Ce 11 janvier, comme la veille au soir, porte de Vincennes, devant l'hyper casher – nous y étions, avec Claude BARTOLONE, Bernard CAZENEUVE et beaucoup d'entre vous –, il y a eu les mots pour condamner. Les Juifs de France doutaient, criaient leur peur, leur indignation. Les mots que nous avons dû trouver pour nous retrouver, pour nous rassembler, je ne les oublierai pas. J'ai dit que la place des Juifs de France était ici. Bien sûr, je connais ceux qui veulent partir en Israël, personne ne peut les condamner. Mais leur place est ici.

Il y a eu beaucoup de mots depuis. Les mots de compassion, ils étaient attendus. Il y a eu les mots pour défendre la laïcité, la tolérance, pour refuser tous les amalgames, ces mots étaient partagés.

Il y a eu enfin les mots pour qualifier, pointer les failles, les fractures, pour faire ce constat que quelque chose s'était cassé dans notre société. Il y a la violence, l'intolérance, la haine de l'autre, le racisme. Il y a cette négation rampante de la Shoah, cher Claude LANZMANN, cette haine des Juifs qui a grandi dans nos quartiers populaires, s'est propagée sur Internet et a contaminé les esprits d'une partie de notre jeunesse. Cette haine, ce sont les tombes que l'on profane, les œuvres d'art, comme celle d'Anish KAPOOR, que l'on dégrade. Et il y a aussi cet antisémitisme de façade, cet antisémitisme qui ne dit pas son nom.

Et c'est pour cela qu'il fallait résister, comme l'a fait la maire de Paris, à cette polémique insensée qui, derrière une condamnation sans fondement de la ville de Tel Aviv, cachait mal, pour certains en tout cas, une détestation de l'Etat d'Israël et du peuple juif.

Et moi, je mets en garde ceux et celles qui soufflent sur des braises et allument des feux qu'ils sont bien incapables d'éteindre. Après Ilan HALIMI, après Toulouse, après la porte de Vincennes, quand on est un responsable politique, quand on est un élu de la République, on doit toujours mesurer la portée de ses déclarations. Ne pas le faire, c'est se rendre responsable d'une faute morale, d'une atteinte au cœur même de l'esprit républicain et donc de notre patrie. On ne peut pas l'accepter !

Le 11 janvier, dont l'esprit doit rester, l'esprit concret, c'est-à-dire la capacité du peuple français à se surpasser, il y eut donc les mots. Il fallait que suivent les actes, des actes forts.

D'abord, à l'Ecole, car c'est là que tout se joue, dès le plus jeune âge. Le plan d'action annoncé en janvier par la ministre de l'Education nationale, Najat VALLAUD-BELKACEM, dont vous connaissez l'engagement, prévoit une formation renforcée des personnels enseignants et une meilleure transmission aux élèves de nos valeurs républicaines. Depuis cette rentrée scolaire, des cours de morale civique, dans le cadre d'un parcours citoyen, sont dispensés dans toutes nos classes.

Il n'est pas pensable un seul instant que l'on ne puisse pas enseigner l'histoire des religions. Il n'est pas pensable un seul instant que l'on ne puisse pas prononcer des mots dans une classe d'Ecole de la République. Il n'est pas pensable un seul instant qu'un enfant de l'une de nos écoles dise que son ennemi, c'est le Juif. Et c'est l'Ecole et les enseignants qui sont en première ligne d'un combat essentiel, non seulement pour la République, mais pour ce que nous pensons être l'humanité et la civilisation.

Il y a trois mois, nous avons présenté, avec le nouveau délégué interministériel, Gilles CLAVREUL, un plan gouvernemental de mobilisation contre le racisme et l'antisémitisme. Il fallait sonner la mobilisation générale de tous les pouvoirs publics, de toute la société, car c'est à chacun de prendre ses responsabilités. Cet automne, une vaste campagne de communication gouvernementale sera lancée. Chaque préfet, chaque procureur de la République, a été chargé d'en mettre en œuvre le volet territorial, et en particulier sa dimension répressive, pour punir les délits avec la sévérité de nos lois.

La mise en réseau des grands acteurs culturels a débuté, c'est le cas par exemple, dès cette rentrée, pour les lieux de mémoire. Cette mobilisation, nous souhaitons qu'elle soit permanente, pour l'Etat, pour les collectivités, pour tous ceux qui exercent un mandat public. Il faut également que toute la société civile – je pense notamment aux associations – se saisisse pleinement de ces enjeux.

Bien sûr, j'en suis conscient, ces actes, à eux seuls, ne suffisent pas. L'action de la France, c'est aussi lutter sans relâche contre le djihadisme, contre cet ennemi qui vise notre démocratie et veut répandre la mort.

La France agit, sous l'autorité du Président de la République, sur son territoire et à l'étranger, au Sahel, en Irak, et aujourd'hui en Syrie, pour frapper l'islamisme radical à la racine, dans ses bastions. Cela sera un combat long, difficile. Vous savez et nous connaissons la menace qui pèse sur nous depuis janvier.

Nous avons encore renforcé nos moyens humains et matériels de lutte antiterroriste. La loi relative au renseignement, adoptée à une très large majorité, donne à nos services un cadre juridique et des moyens de surveillance renouvelés pour prévenir la radicalisation et empêcher que d'autres attentats ne soient commis. En permanence, je veux le rappeler, des cellules sont démantelées, des attentats empêchés, grâce au travail patient et discret qu'accomplissent nos services de renseignement, en coopération avec nos alliés. Grâce, parfois aussi, nous l'avons vu, à l'héroïsme d'hommes, ces Américains et ces Français, dans le THALYS, entre Amsterdam et Paris.

A aucun moment, avec le ministre de l'Intérieur, Bernard CAZENEUVE – dont je salue l'action, l'engagement, la précision du verbe, la ténacité et la capacité d'être toujours à la hauteur des événements – nous ne relâchons notre vigilance. Et même s'il faudra du temps, même si nous connaissons encore des épreuves, même si nous devons vivre avec ce danger et cette menace que représente le terrorisme, nous mènerons ce combat contre le djihadisme, et – je n'ai aucun doute – nous le gagnerons.

Monsieur le président du consistoire central,

Monsieur le grand rabbin de France,

Mesdames, messieurs,

Notre pays, notre beau pays, fait face à de nombreux défis, et c'est pour cela que la gravité ne me quittera jamais : la menace terroriste – je l'ai dit –, le redressement, bien sûr, de notre économie, pour lutter contre le chômage, le rendez-vous climatique, il est urgent, la crise des réfugiés, qui nous rappelle à notre devoir ... Dans ces moments, la France a plus que jamais

besoin d'unité, de se rassembler, de se retrouver, pour que chacun soit à la hauteur de ses responsabilités.

Dans ces moments difficiles et périlleux pour la Nation, la France a besoin de tous ses enfants et de tous ses talents. Elle a besoin aussi, comme cela a toujours été le cas, d'une voix juive qui, avec d'autres, bien sûr, se fait entendre.

Vous êtes nombreux à être intervenus, car c'est une part de votre histoire, pour dire votre solidarité avec les réfugiés qui arrivent en Europe. Le grand rabbin KORSIA l'a fait, dimanche dernier, à la synagogue de la Victoire, et il y a encore un instant. Ce droit d'asile, qui dit les valeurs de la France, vous le faites vivre.

Nous devons accueillir, avec des règles bien sûr, avec une organisation sérieuse qui s'impose, ceux qui demandent la protection – quelle que soit leur origine. On ne trie pas en fonction de la religion. On accueille les Chrétiens, les Musulmans, les Yézidis. On ne trie pas, dans le droit d'asile. C'est un droit universel. C'est un droit inscrit dans la conscience humaine. C'est un droit qui doit s'imposer. C'est notre rôle, avec l'Europe, et grâce aux initiatives du Président de la République et de la chancelière MERKEL.

Et la France, c'est à ce moment-là, même si elle est traversée par des vents mauvais, par des discours insupportables, qu'elle est capable d'être la France, c'est-à-dire forte, généreuse et capable d'accueillir. Oui, vous, par les mots que vous utilisez, par votre mobilisation, vous honorez notre pays, votre pays. La France a besoin de cette voix juive, exigeante, tellement républicaine, qui ne cède pas à l'égarment, à la facilité de la confusion morale, qui ne cède pas non plus à la résignation. Vous savez que répondre à la peur par le repli, c'est servir les objectifs de nos ennemis. La solidarité, l'ouverture, c'est la plus belle preuve de courage que la République puisse affirmer.

Je sais que les doutes sont là, ils sont nombreux. Nous savons les inquiétudes. Mais je sais aussi combien la communauté juive de France, si forte dans la diaspora, porte en elle d'énergie et d'enthousiasme.

Ma responsabilité, avec le Président de la République, avec le gouvernement, avec les parlementaires, quel que soit leur engagement politique, et je les salue tous, parce que je sais qu'ils sont tous et toutes à la hauteur du moment, c'est d'être lucides sur les risques. Et nous voulons dire que nous sommes là, que notre vigilance est absolue.

Mais, la lucidité, cela n'a rien à voir avec le déclinisme, et notre devoir, c'est donc aussi de rester optimistes quant à l'avenir. La peur, vous la refusez. Le pessimisme, il est là, parce que l'histoire est passée. Mais vous faites briller aussi la joie et l'optimisme, malgré les épreuves.

Oui, notre devoir, c'est donc aussi de rester optimistes quant à l'avenir. C'est la meilleure, la plus forte, la plus belle des réponses que nous puissions, tous, ensemble, apporter. Soyez certains de cet engagement et de mon engagement.

« *Shana Tova* » ! Très bonne année à tous ! Et à tous, mesdames et messieurs, chers amis, chers compatriotes, vive la République et vive la France !